

N° 5113⁵

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

PROJET DE LOI**modifiant la loi modifiée du 21 mars 1966
portant institution d'un Conseil économique et social**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE
AU PREMIER MINISTRE, MINISTRE D'ETAT**

(14.7.2003)

Monsieur le Ministre,

La Chambre d'Agriculture a analysé le projet de loi sous rubrique en séance plénière.

Le projet sous examen a pour objet d'adapter la loi organique du Conseil économique et social en tenant compte des mutations structurelles de notre économie qui sont intervenues depuis la dernière modification de la loi et suite à l'interdépendance devenue plus étroite entre les politiques européennes et nationales.

Ainsi, le texte sous examen consiste à redéfinir les missions du Conseil économique et social et à modifier sa composition.

1. Quant aux nouvelles missions du Conseil économique et social, celles-ci se concentreront davantage sur le dialogue social et tendront à mettre plus en évidence la concertation entre tous les représentants socioprofessionnels impliqués dans le processus consultatif au niveau de la politique économique et sociale européenne et nationale. Plus concrètement, les missions du Conseil économique et social telles que définies dans le projet seront:

- le dialogue social national;
- l'accompagnement du dialogue social européen structuré;
- l'élaboration des politiques supranationales et plus particulièrement européennes relevant de la concertation socioprofessionnelle;
- l'accompagnement des différents stades de l'élaboration, par le Conseil de l'Union européenne, des grandes orientations de politiques économiques;
- l'organisation de la concertation entre les délégations luxembourgeoises des enceintes consultatives supranationales, le comité économique et social de la Grande Région transfrontalière, le conseil consultatif économique et social de l'Union économique Benelux et le comité économique et social européen.

La Chambre d'Agriculture constate que les missions du Conseil économique et social seront ainsi mieux adaptées aux réalités économiques et sociales de nos jours. L'important organe de consultation sera donc pourvu de missions permettant de tenir compte de l'élargissement européen qui aura certainement pour effet de créer un autre cadre de décisions politiques très différent de celui connu il y a à peine 20 ans, date à laquelle remonte la dernière modification de la législation sous examen.

2. Le Conseil économique et social, sera composé dorénavant de 39 personnes et l'attribution des mandats se fera par règlement grand-ducal. C'est ainsi qu'un projet de règlement grand-ducal est joint au présent projet de loi. Il a pour objet de fixer la répartition des mandats des groupes patronal et salarial au sein du Conseil économique et social et prévoit pour l'agriculture et la viticulture 3 représentants.

La Chambre d'Agriculture marque son accord avec la représentation du groupe agricole et félicite le Gouvernement d'avoir accordé au secteur agricole le poids qui lui revient dans la société. En effet l'importance de l'agriculture est loin d'être négligeable dans l'économie nationale. Son importance est appréciée à beaucoup d'égards et on ne peut se limiter aux seuls indicateurs purement économiques.

A côté de son rôle primaire de producteur d'aliments, absolument indispensables à la vie humaine, l'agriculture a un rôle multifonctionnel dans les domaines social, économique et d'occupation du territoire qui s'inscrit dans une politique de développement durable. Les agriculteurs entretiennent de cette façon près de 50% de notre territoire national.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Secrétaire général,
Robert LEY

Le Président,
Marco GAASCH